

sit-in de solidarité avec les détenus d'opinion à Oran

“Libérez les otages, libérez la justice !”



Sit-in, hier, à Oran en faveur des prisonniers d'opinion. © D. Loukil/Liberté

Hier matin le sit-in de protestation devant le tribunal de la cité Jamel, rendez-vous hebdomadaire du comité anti-répression d'Oran, a été renforcé par la présence des membres d'un comité identique, créé à Tlemcen. Cette présence montrant une solidarité entre les différents comités anti-répression qui voient le jour, a été aussi motivée par l'urgence d'informer sur la situation très inquiétante dans laquelle se trouve Réda Assam Sayeh, un des deux détenus d'opinion incarcérés à Tlemcen. De santé très fragile son état s'est aggravé du fait d'une grève de la faim qu'il observe depuis 45 jours comme expliqué par son frère lors d'une prise de parole, devant la trentaine de personnes ayant participé au sit-in.

Hospitalisé dans un premier temps en raison de la dégradation de son état de santé, ce dernier a été reconduit depuis en prison. En détention depuis le 17 juillet, ce détenu d'opinion est poursuivi pour ses publications et partages sur les réseaux sociaux avec comme chef d'accusation "atteinte à une institution publique". Ainsi, hier, les présents au rassemblement ont réitéré la demande de libération des détenus d'opinion, pointant du doigt une "justice du téléphone", rappelant aux magistrats qu'ils se doivent d'aller vers une "justice indépendante et libre". Munis des portraits des différents détenus d'opinion, tels ceux de Karim Tabbou, du moudjahid Lakhdar Bouregâa, de Samir Belarbi, ou encore d'Ould Taleb Amine, de Gheroudj Samir Idir et de bien d'autres encore..., les protestataires ont alors scandé : "Libérez les otages, libérez la justice", "Les détenus d'opinion ne sont pas des voleurs." Pendant plus d'une heure les principaux slogans du hirak, ciblant, encore une fois, le chef d'état-major de l'armée, ont résonné devant l'entrée principale du tribunal : "Rendez-nous nos enfants, prenez les enfants de Gaïd."

Ils ont tenu, une fois de plus, à signifier que rien ne les détournera de leurs revendications, à savoir la fin du régime en place, le départ des "bandes et bandits" et le rejet des élections organisées par le pouvoir en place. D'ailleurs tous se sont donné rendez-vous pour la 31e marche de vendredi.

